

SYSTEME D'INFORMATIONS MEDICALES PARTAGEES EN AUVERGNE

En abrégé « SIMPA »

Parc Technologique de la Pardieu

24 rue Evariste Gallois

63170 AUBIERE

Association publiée au Journal Officiel le 19 juin 2006

COPIE CERTIFIEE
CONFORME

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 8 JUIN 2010**

L'an deux mille dix, le huit juin,
à 15 h 30

Les membres de l'association se sont réunis en assemblée générale ordinaire, sur convocation faite par le conseil d'administration.

L'Assemblée est présidée par M. Jean Jacques VEILLARD.

Le secrétariat de séance est confié à Sylvie MORANGE

M. Marc REGNOUX Commissaire aux Comptes de l'Association, dûment convoqué est présent.

Le président de séance fait émarger la feuille de présence à l'Assemblée par chaque membre présent, ainsi que par les représentants des membres absents.

Après avoir arrêté la feuille de présence, le bureau constate que le quorum exigé par la loi et les statuts est atteint, cinq collègues sur cinq étant présents ou représentés.

Le président de séance déclare, en conséquence, que l'Assemblée est régulièrement réunie et qu'elle peut donc valablement délibérer.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

- Lecture du rapport de gestion et sur la situation morale et financière de l'association,
- Lecture du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et quitus au conseil d'administration,
- Affectation du résultat,

- Lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce et décision à cet égard,
- Actualités du CGS,
- Questions diverses.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du commissaire aux comptes,
- la feuille de présence,
- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des membres représentés,
- le rapport de gestion et sur la situation morale et financière de l'association établi par le conseil d'administration,
- le rapport du commissaire aux comptes,
- le rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'assemblée.

Le président donne lecture à l'assemblée du rapport de gestion et sur la situation morale et financière de l'association établi par le conseil d'administration, ainsi que du rapport du commissaire aux comptes.

Il donne ensuite lecture au rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Après un échange de vue, plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'adopter le rapport de gestion et sur la situation morale et financière de l'association présenté par M. Jean Jacques VEILLARD, président de l'association.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et donne quitus au conseil pour sa gestion dudit exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide l'affectation du résultat déficitaire de l'exercice clos le 31 décembre 2009 de la manière suivante:

- Résultat de l'exercice	- 15 014 Euros
- affectation au compte report à nouveau	- 15 014 Euros,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'approuver les principes relatifs au budget pour l'exercice 2010, tel qu'il est présenté par le Président et tel qu'il est évalué, à ce jour, et tel qu'il ressort de l'annexe jointe au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide, comme pour les exercices précédents, de renoncer à l'appel de cotisations au titre de l'exercice 2010.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

٢
٢

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le président

Le secrétaire

SYSTEME D'INFORMATIONS MEDICALES PARTAGEES EN AUVERGNE

En abrégé « SIMPA »

Parc Technologique de la Pardieu

24 rue Evariste Gallois

63170 AUBIERE

Association publiée au Journal Officiel le 19 juin 2006

RAPPORT DU CONSEIL

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 8 JUIN 2010**

COPIE CERTIFIEE
CONFORME



Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre association durant l'exercice clos le 31 décembre 2009 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez connaissance ensuite du rapport du commissaire aux comptes.

1° / Situation de l'association

La situation tant active que passive, de notre association, à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2009 d'une durée de douze mois, se trouve résumée dans le bilan établi à cette date.

Le total du bilan ressort pour l'exercice à 983 361 Euros.

Nous tenons, dans ce cadre, à attirer votre attention sur les points suivants :

* **en ce qui concerne l'ACTIF :**

- le total de l'actif immobilisé ressort en valeur nette comptable à un montant de	772 775 Euros,
- les créances s'élèvent à	103 132 Euros,
- les disponibilités s'élèvent à	104 988 Euros.

* **en ce qui concerne le PASSIF :**

- les fonds propres s'élèvent à	707 312 Euros,
- les dettes s'élèvent à	276 049 Euros

2°/ Activité de l'association :

Tous les chiffres afférents à cette activité figurent au compte de résultat.

Notre chiffre d'affaires s'élève pour l'exercice à 0 Euros.

Nos produits d'exploitation sont uniquement constitués de subventions de fonctionnement à hauteur de 222 949 Euros

- En ce qui concerne les charges d'exploitation, celles-ci s'élèvent pour l'exercice à 367 834 Euros, ce qui nous donne un résultat d'exploitation déficitaire de - 144 884 Euros.
- Le résultat financier s'élève à 0 Euros.
- Le résultat exceptionnel s'élève à 134 826 Euros.
- L'impôt sur les sociétés s'élève à 4 955 Euros.

De la conjonction de ces différents éléments se dégage un résultat déficitaire de - **15 014 Euros**,

Nous vous invitons donc à bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et vous proposons de constater qu'il y a matière à affecter le résultat en report à nouveau.

Au terme de l'exercice écoulé la situation morale et financière de notre association est la suivante :

Ainsi qu'il a été exposé lors des dernières Assemblées générales, le projet de plateforme technique régionale nécessite un financement du GIP DMP à hauteur de 550 000 euros. Une convention de participation financière a ainsi été régularisée le 27 juillet 2007.

Le projet étant porté conjointement par notre association et le réseau RSPA, nous avons conclu, une convention de « partenariat » prévoyant le reversement, sur cette somme de 550 000 euros, d'une quote part comprise entre 275 000 et 282 500 euros au profit du réseau RSPA, qui a déjà œuvré, dans son secteur, sur la problématique qui nous intéresse.

La mise en place de la plateforme informatique (version V1) a été réalisée sur l'exercice 2008 pour un coût total de 736 438,34 euros financé en partie par des subventions d'investissement, et elle a été mise en service en début d'exercice 2009, ce qui nous permet de constater pour la première fois sur cet exercice des amortissements.

Aucun nouvel acompte n'a été perçu au titre de l'exercice 2009 en application de la convention du 27 juillet 2007, nous rappelons que les sommes perçues sur les exercices antérieurs se sont élevées à un montant total de 495 00 euros dont 183 000 euros reversés au RSPA en 2008 en application des conventions des 12 et 27 juillet 2007. Aucun versement complémentaire au RSPA n'a été effectué au cours de l'exercice 2009. Le solde de la subvention restant à percevoir sera versé sur la base du bilan final du projet.

Le 30 mars 2009 un avenant à la convention de participation financière du GIP-DMP a été régularisé nous accordant un complément de financement pour la poursuite des actions engagées pour un montant de 91 315 euros maximum. Nous avons perçu un premier versement de 63 920,50 euros sur l'exercice 2009, le solde (soit la somme de 27 394,50 euros) nous sera versé lors de la remise d'un bilan détaillé des actions complémentaires menées et des actions engagées.

Notre association a bénéficié en 2009, et pour la première fois, d'une convention de financement de fonctionnement au titre du Fonds d'Intervention de la Qualité et de la coordination des soins (FIQCS) pour un montant total de 221 253 euros.

Événements significatifs depuis la clôture de l'exercice :

GCS SIMPA :

Depuis la première réunion pour la création du Groupement de Coopération sanitaire « SIMPA » en date du 30 avril 2009 les membres fondateurs (le CHU, le Centre Jean Perrin et l'URML) se sont réunis 13 fois.

Les travaux ont porté sur l'étude et la validation progressive de la convention constitutive du GCS et du Schéma Directeur du Système d'Information.

La convention constitutive a été signée par les trois membres fondateurs le 26 mai dernier et trois exemplaires ont été remis au Directeur de l'Agence Régionale de Santé pour validation et publication.

EMERGENCE :

Notre association a répondu à l'appel à projet Emergence de l'ASIP santé qui doit permettre à la maîtrise d'ouvrage régionale d'obtenir un niveau expertise et de professionnalisme afin de se mettre en capacité de piloter l'ENRS (espace numérique régional de santé) et de remplir les missions qui lui sont dévolues :

- mise en œuvre de la stratégie des systèmes d'information partagés de santé en cohérence avec le Projet Régional de Santé défini par l'ARS ;
- intégration et déploiement territorial concerté des référentiels produits ou édités par l'ASIP Santé ;
- appui à la montée en charge des systèmes d'information partagés de santé dont les services en lien avec le DMP ;
- accompagnement des acteurs de santé (établissements de santé, professionnels de santé, réseaux de santé...) en matière d'usages ;
- soutien aux établissements de santé en matière d'informatisation de leurs processus en relais des ARS ;

PLAN BUREAUTIQUE SANTE :

Un deuxième appel à projet de l'ASIP santé, dénommé Plan Bureautique Santé, a pour but de favoriser l'émergence d'une informatique simple et communicante destinée aux établissements faiblement équipés.

Il s'agit de mettre en place des outils permettant de produire automatiquement des documents de santé dans des formats informatiques partageables via le DMP, et de les transmettre par messagerie sécurisée aux autres acteurs de la prise en charge du patient.

Notre association prévoit de répondre également à ce second appel à projet.

GCS SISRA (Rhône Alpes) :

Notre association adhère au projet trajectoire du GCS SISRA (Rhône Alpes) pour la gestion des lits d'aval SSR.

3°/ Affectation du résultat

L'examen des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 fait apparaître pour l'association un résultat déficitaire de - 15 014 euros.

Nous vous invitons donc à bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante:

- affectation au compte report à nouveau - 15 014 euros

٧ ٧

Nous vous invitons par conséquent à adopter le texte des résolutions qui sont soumises à votre vote.

Le Conseil

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'UTILISATION DES SUBVENTIONS AU 31 DECEMBRE 2009

DEPENSES	MONTANT	SUBVENTIONS AFFECTEES					
		FEDER	Délégation Prestataire	Contribution Membres	Région	DMP	FIQCS
IMMOBILISATIONS							
Licence EASYCRYPT	80 371,20	20 691,57			27 602,57	19 409,64	
Licence ANTARES	116 909,00	30 098,22			40 151,06	28 233,52	
Portail PPP	230 366,34	60 315,56			79 116,68	55 633,47	
Délégation de prestataire	149 679,00		149 679,00				
Contribution des membres	150 000,00			150 000,00			
Matériels informatiques (3 ans)	9 112,80	2 296,33			3 129,69	2 200,74	
Matériels informatiques (2 ans)	538,20	145,85				129,98	
Mobilier	1 499,03					362,02	
RSPA	183 000,00					183 000,00	
TOTAL ACQUISITION IMMOBILISATIONS	921 475,57	113 547,52	149 679,00	150 000,00	150 000,00	288 969,37	
FONCTIONNEMENT							
Total dépenses 2007 à 2009	321 871,93	26 702,85				77 732,07	216 297,71
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	321 871,93	26 702,85				77 732,07	216 297,71
TOTAL SUBVENTION / FINANCEUR		140 250,37		149 679,00	150 000,00	150 000,00	366 701,44
SUBVENTIONS PERCUES / FINANCEUR		140 250,37	149 679,00	150 000,00	150 000,00	558 920,50	221 253,00
SUBV PERCUES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00	192 219,06	4 955,29

Comptes annuels

COPIE CERTIFIEE
CONFORME

ASSOCIATION SIMPA

Bâtiment URML
Parc Technologique de la Pardieu
24, Rue Evariste Galois

63170 AUBIERE

Exercice clos le : 31 Décembre 2009

APE :

SIRET :

Urbain

SARL A 2 C

18, Rue Valentin Haüy
B. P. n° 5 La Pardieu

Tél : 04.73.44.24.54

Fax : 04.73.44.24.60

63064 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

BILAN ACTIF

	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	727 326	145 465	581 860	727 326
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	11 150	3 235	7 915	9 113
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	183 000		183 000	183 000
	921 476	148 700	772 775	919 438
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	103 132		103 132	27 858
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	104 988		104 988	105 264
Charges constatées d'avance (3)	2 466		2 466	239
	210 586		210 586	133 360
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	1 132 061	148 700	983 361	1 052 798
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	31/12/2009	31/12/2008
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	4 955	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 15 014	
Subventions d'investissement	717 370	869 783
Provisions réglementées		
	707 312	869 783
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	66 167	32 776
Dettes fiscales et sociales	192 219	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 664	150 240
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	276 049	183 016
Ecart de conversion Passif		
	983 361	1 052 798
TOTAL GENERAL	983 361	1 052 798
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	276 049	183 016
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2009			31/12/2008
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
Chiffre d'affaires net				
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			222 949	75 514
Reprises sur provisions et transfert de charges			0	
Autres produits			222 949	75 514
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			219 133	73 032
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			148 700	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges				2 482
			367 834	75 514
RESULTAT D'EXPLOITATION			- 144 884	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER				
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			- 144 884	

COMPTES DE RESULTAT (Suite)

	31/12/2009	31/12/2008
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	134 826	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	134 826	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	134 826	
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	4 955	
Total des produits	357 775	75 514
Total des charges	372 789	75 514
BENEFICE OU PERTE	- 15 014	
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

DETAIL DU BILAN ACTIF

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
205001 LICENCE EASYCRYPT	80 371	80 371		
205002 LICENCE ANTARES	116 909	116 909		
205015 PORTAIL PPP	530 045	530 045		
280501 AMORT LICENCE EASYCRYPT	- 16 074		- 16 074	
280502 AMORT LICENCE ANTARES	- 23 382		- 23 382	
280505 AMORTPORTAIL PPP	- 106 009		- 106 009	
Total	581 860	727 326	- 145 465	- 20,0
Total immobilisations incorporelles	581 860	727 326	- 145 465	- 20,0
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles				
218300 MATERIEL BUREAU ET INFO.	9 651	9 113	538	5,9
218400 MOBILIER	1 499		1 499	
281830 AMORT.MAT.BUREAU ET INFO.	- 3 220		- 3 220	
281840 AMORT.DU MOBILIER	- 16		- 16	
Total	7 915	9 113	- 1 198	- 13,1
Total immobilisations corporelles	7 915	9 113	- 1 198	- 13,1
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières				
276000 IMMOB FINANCIERES	183 000	183 000		
Total	183 000	183 000		
Total immobilisations financières	183 000	183 000		
Total actif immobilisé	772 775	919 438	- 146 663	- 16,0
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Autres créances				
401001 FOURNISSEURS DEBITEURS	18	16	2	13,6
441200 CPAM SUB A RECEVOIR	103 114		103 114	
441700 FEDER SUB A RECEVOIR		27 842	- 27 842	- 100,0
Total	103 132	27 858	75 274	270,2
Total créances	103 132	27 858	75 274	270,2
Disponibilités				
512000 B.N.P.	104 988	105 264	- 276	- 0,3
Total	104 988	105 264	- 276	- 0,3

DETAIL DU BILAN ACTIF

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
Charges constatées d'avance				
486000 CHGES CONSTATEES D'AVANCE	2 466	239	2 227	933,9
Total	2 466	239	2 227	933,9
Total actif circulant	210 586	133 360	77 226	57,9
TOTAL GENERAL	983 361	1 052 798	- 69 437	- 6,6

DETAIL DU BILAN PASSIF

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
CAPITAUX PROPRES				
Autres réserves				
194000 FONDS DEDIES/SUBV FONCT.	4 955		4 955	
Total	4 955		4 955	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	- 15 014		- 15 014	
Subventions d'investissement				
131800 SUBVENTIONS D'INVESTISSEM	852 196	869 783	- 17 587	- 2,0
139180 SUBV INVEST INSCR / RESULT	- 134 826		- 134 826	
Total	717 370	869 783	- 152 412	- 17,5
Total capitaux propres	707 312	869 783	- 162 471	- 18,7
DETTES				
Fournisseurs et comptes rattachés				
401000 FOURNISSEURS	9 589	21	9 568	NS
408100 FOURNISSEURS FACTS A REC.	56 578	32 755	23 823	72,7
Total	66 167	32 776	33 391	101,9
Dettes fiscales et sociales				
441900 GIP DMP / AVANCES SUBV	192 219		192 219	
Total	192 219		192 219	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
404000 FOURN. D'IMMOBILISATIONS		63 529	- 63 529	- 100,0
408400 FOURN IMMOB FACT NON PARV	17 664	86 712	- 69 048	- 79,6
Total	17 664	150 240	- 132 577	- 88,2
Total dettes	276 049	183 016	93 034	50,8
TOTAL GENERAL	983 361	1 052 798	- 69 437	- 6,6

DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2009	31/12/2008	Variation	
		Net	Net	Montant	%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Subventions d'exploitation					
740000	SUBVENTIONS DE FONCTIONNT	222 949	75 514	147 436	195,2
Total		222 949	75 514	147 436	195,2
Autres produits					
758000	DIFFERENCES DE REGLEMENT	0		0	
Total		0		0	
Produits d'exploitation		222 949	75 514	147 436	195,2
CHARGES D'EXPLOITATION					
Autres achats et charges externes					
606300	PETITS EQUIPEMENTS	257		257	
606400	FOURNITURES DE BUREAU	245	2 400	- 2 155	- 89,8
611300	PRESTATIONS CEGEDIM	32 852		32 852	
613200	LOCATIONS SALLE SIMPA	2 574	2 670	- 96	- 3,6
613300	LOYER URML	12 483		12 483	
615100	FONCTIONNEMENT APICRYPT	38	10	29	300,0
615150	MAINTENANCE NET SERVICE	598		598	
615200	PHOTOCOPIEURS BUROTIC	332		332	
621400	PERSONNEL EXTERIEUR	156 424	55 738	100 686	180,6
622610	HONORAIRES EXP COMPT	2 763	2 153	610	28,3
622620	HONORAIRES CAC	1 949	2 033	- 84	- 4,1
622630	HONORAIRES JURIDIQUES	4 196	2 751	1 445	52,5
625100	FRAIS DEPLACEMENT SIMPA	827	2 014	- 1 187	- 58,9
625700	HEBERGEMENT REPAS	412	93	318	341,1
626000	TELEPHONE	350	2 500	- 2 150	- 86,0
626100	INTERNET	504	22	482	2 231,8
626150	ACCES INTERNET CLE 3G	197		197	
626200	TELEPHONE SIMPA	1 490	449	1 041	231,6
626300	AFFRANCHISSEMENTS	171		171	
627100	ABONNT TELEMATIQUE BNP	86	95	- 9	- 9,0
628100	COTISATIONS	280	70	210	300,0
628200	FRAIS NOM DOMAINE	62	14	48	333,4
628300	ABONNT CARTES PRO CSP	21	21		
628350	FRAIS DE FACTURATION	23		23	
Total		219 133	73 032	146 102	200,1
Dotations amortissements, dépréciations, provisions					
Dotations aux amortissements sur immobilisations					
681110	DOT.AMORT.IMMO.INCORPORE.	145 465		145 465	
681120	DOT.AMORT.IMMO.CORPORELL.	3 235		3 235	
Total		148 700		148 700	
Total dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		148 700		148 700	

DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
Autres charges				
651100 REDEVANCE URML POUR FRAIS		2 482	- 2 482	- 100,0
Total		2 482	- 2 482	- 100,0
Charges d'exploitation	367 834	75 514	292 320	387,1
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 144 884		- 144 884	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 144 884		- 144 884	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations en capital				
777000 SUBV.INVEST.VIREES RESULT	134 826		134 826	
Total	134 826		134 826	
Produits exceptionnels	134 826		134 826	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	134 826		134 826	
Impôts sur les bénéfices				
689400 ENG A REALISER/SUB AFFECT	4 955		4 955	
Total	4 955		4 955	
Total des produits	357 775	75 514	282 261	373,8
Total des charges	372 789	75 514	297 275	393,7
BENEFICE OU PERTE	- 15 014		- 15 014	

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2009 dont le total est de 983 360,95 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de :
- 15 013,85 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2009 au 31/12/2009.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

Faits caractéristiques de l'exercice:

Nous vous rappelons les points suivants :

- L'association créée courant 2004 a pour objet de construire, maintenir et faire évoluer une plate-forme technique régionale et ses outils afin de faciliter, améliorer et sécuriser les échanges entre les professionnels de santé de l'Auvergne (établissements, secteur hospitalier et secteur de la médecine de ville) en vue d'une plus grande efficacité dans la qualité des soins.
- A ce titre, l'association a déposé fin 2006 un projet commun SIMPA-RSPA auprès du Groupement d'Intérêt Public Dossier Médical Personnel (GIP-DMP), dans l'optique d'une interopérabilité avec le futur DMP pour permettre une mise en capacité de l'ensemble des professionnels de santé à initialiser et à alimenter le DMP dès son ouverture par, notamment, le transfert de dossiers médicaux partagés existants, avec l'accord du patient concerné.
Ce projet réside par la mise en place d'un portail d'accès unique vers le DMP, d'une gestion de l'identification et des habilitations, d'une messagerie électronique, d'une structure d'accueil pour les réseaux de santé à venir, de connecteurs permettant un dialogue entre le DMP et les plateformes RSPA et ONCAUVERGNE.
Ce projet doit permettre de réaliser une version expérimentale de la plate-forme SIMPA et adapter la plate-forme existante du GIE RSPA afin d'être en mesure d'envoyer des données patients périnatalogiques vers le DMP via la plate-forme de SIMPA.
- La mise en place de la plateforme informatique (version V1) a été effective sur l'exercice 2008 et le coût total de cet investissement, matériel informatique compris, s'est élevé à 736.438,34 €. La mise en service de cet investissement ayant eu lieu tout début 2009, il est constaté à la clôture de l'exercice 2009, pour la première fois, des amortissements.
- Il est à signaler que ces investissements ont été en partie financés par des subventions d'investissements (cf détail de ces subventions à la note de l'annexe "Informations sur les subventions").
- Le dépôt de projet mentionné ci-dessus, a abouti à la signature en date du 27 juillet 2007, d'une convention de participation financière du GIP-DMP d'un montant maximum de 550.000 Euros. Aucun acompte à ce titre n'a été perçu au cours de l'exercice 2009. Sur cette convention, a été

perçu au titre des exercices antérieurs, la somme de 495.000 €. Le solde de cette subvention, soit 55.000 € sera versé sur la base d'un bilan final du projet.

- L'exercice 2009 a été marqué par la signature en date du 30 mars 2009, d'un avenant à la convention de participation financière du GIP-DMP évoquée ci-dessus, accordant un complément de financement d'un montant maximum de 91.315 € destiné au financement de la poursuite des actions engagées, en particulier en matière de maîtrise d'oeuvre et de maîtrise d'ouvrage des processus d'hébergement, d'échange et de partage d'informations médicales pertinentes entre hôpitaux, professionnels de santé libéraux et réseaux. Un versement représentant 70 % de ce montant, soit 63.920,50 € a été perçu sur l'exercice. Le solde de ce complément, soit 27.394,50 €, sera versé à la remise d'un bilan détaillé des actions complémentaires menées et des dépenses engagées.

- Du fait que le GIP-DMP ait invité SIMPA et le RSPA à présenter un projet régional commun porté par SIMPA, à charge pour les deux parties de définir, par convention, la répartition du financement qui sera alloué à chaque structure, il a été conclu en date du 12 juillet 2007 une convention de partenariat entre ces deux structures prévoyant un reversement au profit du RSPA compris dans une fourchette de 275.000 € à 282.500 €. Aucun reversement complémentaire n'a été réalisé sur l'exercice 2009. Nous vous rappelons, qu'au titre de l'exercice 2008, notre association avait versé à ce titre au RSPA un montant de 183.000 €.

- Pour la première fois, au titre de l'exercice 2009, notre structure a bénéficié d'une convention de financement de fonctionnement au titre du fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins (FIQCS) pour un montant total de 221.253 € (cf détail à la note de l'annexe "Informations sur les subventions").

- Sur l'exercice 2009, poursuite des discussions relatives à la constitution d'un GCS qui aurait pour vocation à recueillir la plateforme gérée par SIMPA.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture:

Aucun fait de cette nature n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables:

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Il est à noter que le coût de la plateforme, comme mentionné l'année passée, inclu un montant de 150.000 € correspondant aux contributions des adhérents aux spécifications du projet. Ces dernières ont été valorisées en fonction du temps consacré par chacun à l'opération. (Cf note de l'annexe "Informations sur les subventions").

Elles n'ont fait l'objet d'aucune ventilation par composants compte tenu du caractère non significatif de ceux-ci par rapport à la valeur totale des immobilisations concernées.

Les immobilisations incorporelles sont amorties de façon linéaire sur une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2009, premier jour du mois de la date de leur mise en service.

Le matériel informatique est amorti de façon linéaire sur une durée de 2 ou 3 ans à compter de sa mise en service.

Le mobilier de bureau est amorti sur une durée linéaire de 8 ans.

Une dépréciation est calculée lorsque la valeur actuelle d'un actif est devenue inférieure à la valeur nette comptable. Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition. Aucune dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2009.

Stocks

Au 31 décembre 2009, l'association ne possède aucun stock.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Au 31 décembre 2009, aucune créance n'a donné lieu à provision.

Changements de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Informations Comptables

Informations sur les subventions

Pour comprendre l'utilisation des subventions perçues depuis la création de notre structure, aussi bien de fonctionnement que d'investissement, nous vous présentons le tableau de synthèse joint, après avoir rappelé les points suivants :

1) Subventions de fonctionnement

Subvention FIQCS

Comme mentionné dans les faits caractéristiques de l'exercice, notre structure a bénéficié sur l'exercice 2009, d'une convention de financement de fonctionnement au titre du fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins (FIQCS). Cette décision signée le 16 janvier 2009 par le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Auvergne et le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'assurance Maladie d'Auvergne fixe le montant maximum de la subvention à 118.139 €. Par un avenant à cette convention, le montant maximum de la subvention est porté à 221.253 €.

Il est à noter, compte tenu des directives du financeur qu'il a été constaté au 31 décembre 2009, un fonds dédié de 4.955,29 €, par le biais du compte de charges 689400 "Engagements à réaliser sur ressources affectées" et par le biais du compte de bilan 194000 "Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement", correspondant à l'excédent de subvention accordée par rapport aux dépenses de fonctionnement engagées et financées dans le cadre de cette convention de financement. (cf tableau de synthèse joint).

2) Subventions d'investissement

Le coût prévisionnel global du projet SIMPA-RSPA est estimé à 2.277.679 Euros.

Subvention du Conseil Régional d'Auvergne

Sur l'exercice 2007, le Conseil Régional d'Auvergne s'est engagé par convention à subventionner le projet à hauteur de 150.000 Euros.

Subvention relative à la convention de délégation du choix d'un prestataire CHU-SIMPA

Par une convention de délégation de choix d'un prestataire, notre structure a bénéficié indirectement par l'intermédiaire de l'un de ses adhérents, le CHU, dans le cadre du financement Hôpital 2007, d'une subvention d'investissement à hauteur de 149.679 Euros.

Subvention relative à la contribution des adhérents au projet

Les contributions des membres de notre structure valorisées à 150.000 Euros et faisant partie intégrante du plan de financement du projet global, sont assimilées comptablement à une subvention d'investissement pour respecter l'équilibre financier de l'opération.

3) Subventions mixtes (investissement et fonctionnement)

Subvention GIP-DMP

La convention signée le 27 juillet 2007 relative à la participation financière du GIP-DMP au projet, engage le GIP-DMP à subventionner le projet (investissement et fonctionnement) à hauteur maximale de 550.000 Euros, soit 24,15 % du coût total.

Comme mentionné dans les faits caractéristiques de l'exercice, par la signature, en date du 30 mars 2009, d'un avenant à cette convention, il est accordé un complément de financement d'un montant maximum de 91.315 €.

Le montant total perçu depuis la signature de la convention initiale, s'élève à 558.920,50 €.

Comme mentionné dans le tableau de synthèse joint, depuis la création de notre association, compte tenu de l'état actuel de la réalisation du projet, 288.969,37 € ont été affectés aux investissements (24,15 % des investissements finançables) et 77.732,07 € aux dépenses de fonctionnement (24,15 % des dépenses réalisées).

De ce fait, au 31 décembre 2009, il est constaté au compte 441900 "GIPDMP /Avance Subv" la part de la subvention perçue et non utilisée à la clôture de l'exercice 2009, soit 192.219,06 €

Subvention FEDER

Comme mentionné l'année passée dans les événements significatifs postérieurs à compter de la clôture, notre association bénéficie en 2009 d'une subvention FEDER reprenant dans les dépenses éligibles des charges de fonctionnement clairement identifiées sur les années 2007 et 2008. Le montant perçu à ce titre s'est élevé à 26.702,85 € représentant 27,10 % des dépenses concernées (soit 98.534,49 €). Cette subvention avait fait l'objet d'une constatation d'une subvention à recevoir au 31 décembre 2008.

De même, sur l'exercice 2009, notre association a bénéficié de la part du FEDER, d'une subvention d'investissement à hauteur de 113.547,52 € correspondant à 27,10 % du total des investissements finançables à ce titre (soit 418.994,55 €).

Les investissements entrant dans le cadre des investissements ouvrant droit à subventions, donnant lieu au titre de l'exercice 2009 à une dotation aux amortissements à hauteur de 148.700,72 €, une reprise de subventions d'investissements à hauteur de 134.825,76 € a été constatée.

Informations sur les engagements hors bilan

Engagements reçus

Par la convention signée le 27 juillet 2007, le GIP-DMP s'est engagé à apporter à notre projet une aide financière maximale de 550.000 Euros, soit 24,15 % des dépenses totales.

Compte tenu de l'acompte perçu à la clôture de l'exercice, l'engagement maximal existant à la clôture de l'exercice au titre de cette convention s'élève à 55.000 Euros.

Par l'avenant à cette convention en date du 30 mars 2009, le GIP-DMP s'est engagé à apporter à notre projet une aide financière complémentaire maximale de 91.315 €.

Compte tenu de l'acompte perçu sur l'exercice, l'engagement maximal existant à la clôture de l'exercice au titre de cette avenant s'élève à 27.394,50 Euros.

Engagements donnés

Par la convention de partenariat signée le 12 juillet 2007, notre association s'est engagée à allouer en fonds propres le GIE RSPA pour un montant compris dans une fourchette de 275.000 à 282.500 Euros.

Au 31 décembre 2009, compte tenu des versements antérieurs réalisés au profit du RSPA à hauteur de 183.000 Euros, l'engagement maximal existant à la clôture de l'exercice à ce titre s'élève à 99.500 Euros.

IMMOBILISATIONS

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Total I			
Total II	727 326		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 113		2 037
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total III	9 113		2 037
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	183 000		
Total IV	183 000		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	919 438		2 037

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			727 326	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier			11 150	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III			11 150	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			183 000	
Total IV			183 000	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			921 476	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Total I				
Total II		145 465		145 465
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		3 235		3 235
Emballages récupérables et divers				
Total III		3 235		3 235
TOTAL GENERAL (I + II + III)		148 700		148 700

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établissem.							
Total I							
Aut. immo. incorp.							
Total II							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outill. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
Total III							
Frais acq. titres part.							
Total IV							
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
	Montant net début d'ex.	Augmen-tations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		183 000	183 000	
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers		103 114	103 114	
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers		18	18	
Charges constatées d'avance		2 466	2 466	
Total		288 598	288 598	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		66 167	66 167		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		192 219	192 219		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		17 664	17 664		
Groupe et associés (2)					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		276 049	276 049		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
441200 CPAM SUBV A RECEVOIR	103 114	
441700 FEDER SUBV A RECEVOIR		27 842
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total		

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 578	32 755
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 664	86 712
Autres dettes :		
Total	74 241	119 466

DETAIL DES CHARGES A PAYER

		31/12/2009	31/12/2008
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
408100	FOURNISSEURS FACTS A REC.	56 578	32 755
Total		56 578	32 755
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
408400	FOURN IMMOB FACT NON PARV	17 664	86 712
Total		17 664	86 712
TOTAL GENERAL		74 241	119 466

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance		31/12/2009	31/12/2008
Produits d'exploitation			
Produits financiers			
Produits exceptionnels			
Total			

Charges constatées d'avance		31/12/2009	31/12/2008
Charges d'exploitation		2 466	239
Charges financières			
Charges exceptionnelles			
Total		2 466	239

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

		31/12/2009	31/12/2008
486000	CHGES CONSTATEES D'AVANCE	2 466	239
TOTAL GENERAL		2 466	239

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

		31/12/2009	31/12/2008
Sur opérations en capital			
777000	SUBV.INVEST.VIREES RESULT	134 826	
	Total	134 826	
	TOTAL GENERAL	134 826	

SIMPA

Association loi 1901

24 allée Evariste Galois
63170 AUBIERE

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

EXERCICE CLOS LE 31/12/2009

RAPPORT GENERAL

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Geirard

SARL ADM CONSEIL
Société de
COMMISSAIRES AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE RIOM

ROUTE DE VOLVIC - ZA LES GARDELLES - BP 30142 - 63203 RIOM CEDEX - TEL. 04.73.63.15.36

SIMPA

Association loi 1901

24 allée Evariste Galois
63170 AUBIERE

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Association du 19 juin 2007, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, relatif à l'exercice clos le 31/12/2009, sur :

- Le contrôle des comptes annuels,
- La justification des appréciations
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :



Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables utilisées, des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels pris dans leur ensemble ; nous avons pu ainsi apprécier :

- que l'annexe décrivait précisément, dans le respect du principe d'image fidèle, le mécanisme financier découlant de la mise en place d'un projet commun avec le GIE RSPA d'une plate-forme de communication dans le cadre du Groupement d'Intérêt Public Dossier Médical Personnel (GIP-DMP)
- que l'annexe décrivait également l'enregistrement des financements du GIP-DMP suivant la part consacrée aux investissements et celle consacrée au fonctionnement ; la partie des financements non utilisés au 31/12/2009 figure correctement en produits constatés d'avance.
- l'enregistrement en subvention d'investissements des contributions des membres de l'association valorisées à hauteur de 150 000 €
- la mise en service à compter du 1/01/2009 de la plateforme informatique, et l'amortissement qui en découle, ont été comptabilisés suivant les normes comptables en vigueur.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Dans ce cadre, nous avons pu constater la mise en conformité, en cours, du fonctionnement juridique de votre association.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données par votre conseil d'administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Enval le 29 mars 2010

Marc REGNOUX
Gerant
Commissaire aux Comptes
Membre de la Cie Régionale
de Riom

Comptes annuels

ASSOCIATION SIMPA

Bâtiment URML
Parc Technologique de la Pardieu
24, Rue Evariste Galois

63170 AUBIERE

Exercice clos le : 31 Décembre 2009

APE :

SIRET :

SARL A 2 C

18, Rue Valentin Hatty
B. P. n° 5 La Pardieu

Tél : 04.73.44.24.54

Fax : 04.73.44.24.60

63064 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

BILAN ACTIF

	31/12/2009		31/12/2008	
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & val. similaire	727 326	145 465	581 860	727 326
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	11 150	3 235	7 915	9 113
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	183 000		183 000	183 000
	921 476	148 700	772 775	919 438
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	103 132		103 132	27 858
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	104 988		104 988	105 264
Charges constatées d'avance (3)	2 466		2 466	239
	210 586		210 586	133 360
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	1 132 061	148 700	983 361	1 052 798

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

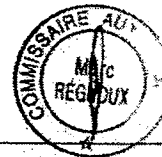
(3) Dont à plus d'un an (brut)



BILAN PASSIF

	31/12/2009	31/12/2008
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	4 955	
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 15 014	
Subventions d'investissement	717 370	869 783
Provisions réglementées		
	707 312	869 783
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	66 167	32 776
Dettes fiscales et sociales	192 219	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 664	150 240
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	276 049	183 016
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	983 361	1 052 798
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	276 049	183 016
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours



COMpte DE RESULTAT

	31/12/2009		31/12/2008
	France	Exportation	Total
Produits d'exploitation (1)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
Production vendue (services)			
Chiffre d'affaires net			
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur provisions et transfert de charges			222 949
Autres produits			0
			222 949
Charges d'exploitation (2)			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Achat de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes (a)			
Impôts, taxes et versements assimilés			219 133
Salaires et traitements			
Charges sociales			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			148 700
Autres charges			
			2 482
			367 834
RESULTAT D'EXPLOITATION			75 514
			-144 884
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers			
De participations (3)			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			
Autres intérêts et produits assimilés (3)			
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilés (4)			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-144 884



COMPTES DE RESULTAT (Suite)

	31/12/2009	31/12/2008
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	134 826	
	134 826	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	134 826	
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	4 955	
Total des produits	357 775	75 514
Total des charges	372 789	75 514
BENEFICE OU PERTE	- 15 014	
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



DETAIL DU BILAN ACTIF

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
205001	LICENCE EASYCRYPT	80 371	80 371	
205002	LICENCE ANTARES	116 909	116 909	
205013	PORTAIL PPP	530 045	530 045	
280501	AMORT LICENCE EASYCRYPT	- 16 074		- 16 074
280502	AMORT LICENCE ANTARES	- 23 382		- 23 382
280505	AMORTPORTAIL PPP	- 106 009		- 106 009
Total	581 860	727 326	- 145 465	- 20,0
Total immobilisations incorporelles				
	581 860	727 326	- 145 465	- 20,0
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles				
218300	MATERIEL BUREAU ET INFO.	9 651	9 113	538
218400	MOBILIER	1 499		1 499
281830	AMORT.MAL.BUREAU ET INFO.	- 3 220		- 3 220
281840	AMORT.DU MOBILIER	- 16		- 16
Total	7 915	9 113	- 1 198	- 13,1
Total immobilisations corporelles				
	7 915	9 113	- 1 198	- 13,1
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières				
276000	IMMOB FINANCIERES	183 000	183 000	
Total	183 000	183 000		
Total immobilisations financières				
	183 000	183 000		
Total actif immobilise				
	772 775	919 438	- 146 663	- 16,0
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Autres créances				
401001	FOURNISSEURS DEBITEURS	18	16	2
441200	CPAM SUB A RECEVOIR	103 114		103 114
441700	FEDER SUB A RECEVOIR		27 842	- 27 842
Total	103 132	27 858	75 274	270,2
Total créances				
	103 132	27 858	75 274	270,2
Disponibilités				
512000	B.N.P.	104 988	105 264	- 276
Total	104 988	105 264	- 276	- 0,3

DETAIL DU BILAN ACTIF

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
Charges constatées d'avance				
486000 CHGES CONSTATEES D'AVANCE	2 466	239	2 227	933,9
Total	2 466	239	2 227	933,9
Total actif circulant	210 586	133 360	77 226	57,9
TOTAL GENERAL	983 361	1 052 798	- 69 437	- 6,6

DETAIL DU BILAN PASSIF

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
CAPITAUX PROPRES				
Autres réserves				
194000 FONDS DEDIES/SUBV FONCT	4 955		4 955	
Total	4 955		4 955	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	- 15 014		- 15 014	
Subventions d'investissement				
E1800 SUBVENTIONS D'INVESTISSEM	832 196	869 783	- 17 587	- 2,0
L39180 SUBV INVEST INSCR / RESULT	- 134 826		- 134 826	
Total	717 370	869 783	- 152 412	- 17,5
Total capitaux propres	707 312	869 783	- 162 471	- 18,7
DETTES				
Fournisseurs et comptes rattachés				
401000 FOURNISSEURS	9 589	21	9 568	NS
408100 FOURNISSEURS FACTS A REC.	56 578	32 755	23 823	72,7
Total	66 167	32 776	33 391	101,9
Dettes fiscales et sociales				
441900 GIP DMP / AVANCES SUBV	192 219		192 219	
Total	192 219		192 219	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
404000 FOURN. D'IMMOBILISATIONS		63 529	- 63 529	- 100,0
408400 FOURN IMMOB FACT NON PARV	17 664	86 712	- 69 048	- 79,6
Total	17 664	150 240	- 132 577	- 89,2
Total dettes	276 049	183 016	93 034	50,8
TOTAL GENERAL	983 361	1 052 798	- 69 437	- 6,6

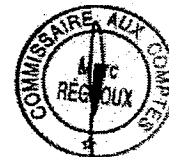
DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Subventions d'exploitation				
740000 SUBVENTIONS DE FONCTIONNNT	222 949	75 514	147 436	195,2
Total	222 949	75 514	147 436	195,2
Autres produits				
758000 DIFFERENCES DE REGLEMENT	0		0	
Total	0		0	
Produits d'exploitation	222 949	75 514	147 436	195,2
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes				
606300 PETITS EQUIPEMENTS	237		237	
606400 FOURNITURES DE BUREAU	245	2 400	- 2 155	- 89,8
611300 PRESTATIONS CEGEDIM	32 832		32 832	
613200 LOCATIONS SALLE SIMPA	2 374	2 670	- 96	- 3,6
613300 LOYER URML	12 483		12 483	
615100 FONCTIONNEMENT APICRYPT	38	10	29	300,0
615150 MAINTENANCE NET SERVICE	598		598	
615200 PHOTOCOPIEURS BUROTIC	332		332	
621400 PERSONNEL EXTERIEUR	156 424	55 738	100 686	180,6
622610 HONORAIRES EXP COMPT	2 763	2 153	610	28,3
622620 HONORAIRES CAC	1 949	2 033	- 84	- 4,1
622630 HONORAIRES JURIDIQUES	4 196	2 751	1 445	52,5
625100 FRAIS DEPLACEMENT SIMPA	827	2 014	- 1 187	- 58,9
625700 HEBERGEMENT REPAS	412	93	318	341,1
626000 TELEPHONE	350	2 500	- 2 150	- 86,0
626100 INTERNET	504	22	482	2 231,8
626150 ACCES INTERNET CLE 3G	197		197	
626200 TELEPHONE SIMPA	1 490	449	1 041	231,6
626300 AFFRANCHISSEMENTS	171		171	
627100 ABONNT TELEMATIQUE BNP	86	95	- 9	- 9,0
628100 COTISATIONS	280	70	210	300,0
628200 FRAIS NOM DOMAINE	62	14	48	333,4
628300 ABONNT CARTES PRO.CSP	21	21		
628350 FRAIS DE FACTURATION	23		23	
Total	219 433	73 032	146 102	200,1
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
Dotations aux amortissements sur immobilisations				
681110 DOT.AMORT.IMMO.INCORPORE.	145 465		145 465	
681120 DOT.AMORT.IMMO.CORPORELL.	3 235		3 235	
Total	148 700		148 700	
Total dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	148 700		148 700	



DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2009	31/12/2008	Variation	
	Net	Net	Montant	%
Autres charges				
651100 REDEVANCE URML POUR FRAIS		2 482	- 2 482	- 100,0
Total		2 482	- 2 482	- 100,0
Charges d'exploitation	367 834	75 514	292 320	387,1
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 144 884		- 144 884	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 144 884		- 144 884	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations en capital				
777000 SUBV.INVEST.VIREES RESULT	134 826		134 826	
Total	134 826		134 826	
Produits exceptionnels	134 826		134 826	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	134 826		134 826	
Impôts sur les bénéfices				
689400 ENG A REALISER/SUB AFFECT	4 955		4 955	
Total	4 955		4 955	
Total des produits	357 775	75 514	282 261	373,8
Total des charges	372 789	75 514	297 275	393,7
BENEFICE OU PERTE	- 15 014		- 15 014	



Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2009 dont le total est de 983 360,95 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de :
- 15 013,85 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2009 au 31/12/2009.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCC 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n° 83 351 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

Faits caractéristiques de l'exercice:

Nous vous rappelons les points suivants :

- L'association créée courant 2004 a pour objet de construire, maintenir et faire évoluer une plate-forme technique régionale et ses outils afin de faciliter, améliorer et sécuriser les échanges entre les professionnels de santé de l'Auvergne (établissements, secteur hospitalier et secteur de la médecine de ville) en vue d'une plus grande efficacité dans la qualité des soins.

- A ce titre, l'association a déposé fin 2006 un projet commun SIMPA-RSPA auprès du Groupement d'Intérêt Public Dossier Médical Personnel (GIP-DMP), dans l'optique d'une interopérabilité avec le futur DMP pour permettre une mise en capacité de l'ensemble des professionnels de santé à initialiser et à alimenter le DMP dès son ouverture par, notamment, le transfert de dossiers médicaux partagés existants, avec l'accord du patient concerné.

Ce projet réside par la mise en place d'un portail d'accès unique vers le DMP, d'une gestion de l'identification et des habilitations, d'une messagerie électronique, d'une structure d'accueil pour les réseaux de santé à venir, de connecteurs permettant un dialogue entre le DMP et les plateformes RSPA et ONCAUVERGNE.

Ce projet doit permettre de réaliser une version expérimentale de la plate-forme SIMPA et adapter la plate-forme existante du GIE RSPA afin d'être en mesure d'envoyer des données patients périnatalogiques vers le DMP via la plate-forme de SIMPA.

- La mise en place de la plateforme informatique (version V1) a été effective sur l'exercice 2008 et le coût total de cet investissement, matériel informatique compris, s'est élevé à 736.438,34 €. La mise en service de cet investissement ayant eu lieu tout début 2009, il est constaté à la clôture de l'exercice 2009, pour la première fois, des amortissements.

- Il est à signaler que ces investissements ont été en partie financés par des subventions d'investissements (cf détail de ces subventions à la note de l'annexe "Informations sur les subventions").

- Le dépôt de projet mentionné ci-dessus, a abouti à la signature en date du 27 juillet 2007, d'une convention de participation financière du GIP-DMP d'un montant maximum de 550.000 Euros. Aucun acompte à ce titre n'a été perçu au cours de l'exercice 2009. Sur cette convention, a été



perçu au titre des exercices antérieurs, la somme de 493.000 €. Le solde de cette subvention, soit 55.000 € sera versé sur la base d'un bilan final du projet.

- L'exercice 2009 a été marqué par la signature en date du 30 mars 2009, d'un avenant à la convention de participation financière du GIP-DMP évoquée ci-dessus, accordant un complément de financement d'un montant maximum de 91.313 € destiné au financement de la poursuite des actions engagées, en particulier en matière de maîtrise d'oeuvre et de maîtrise d'ouvrage des processus d'hébergement, d'échange et de partage d'informations médicales pertinentes entre hôpitaux, professionnels de santé libéraux et réseaux. Un versement représentant 70 % de ce montant, soit 63.920,50 € a été perçu sur l'exercice. Le solde de ce complément, soit 27.394,50 €, sera versé à la remise d'un bilan détaillé des actions complémentaires menées et des dépenses engagées.

- Du fait que le GIP-DMP ait invité SIMPA et le RSPA à présenter un projet régional commun porté par SIMPA, à charge pour les deux parties de définir, par convention, la répartition du financement qui sera alloué à chaque structure, il a été conclu en date du 12 juillet 2007 une convention de partenariat entre ces deux structures prévoyant un reversement au profit du RSPA compris dans une fourchette de 275.000 Euros à 282.500 Euros. Aucun reversement complémentaire n'a été réalisé sur l'exercice 2009. Nous vous rappelons, qu'au titre de l'exercice 2008, notre association avait versé à ce titre au RSPA un montant de 183.000 €.

- Pour la première fois, au titre de l'exercice 2009, notre structure a bénéficié d'une convention de financement de fonctionnement au titre du fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins (FIQCS) pour un montant total de 221.253 € (cf détail à la note de l'annexe "Informations sur les subventions").

- Sur l'exercice 2009, poursuite des discussions relatives à la constitution d'un GCS qui aurait pour vocation à recueillir la plateforme gérée par SIMPA.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture:

Aucun fait de cette nature n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables:

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Il est à noter que le coût de la plateforme, comme mentionné l'année passée, inclut un montant de 150.000 Euros correspondant aux contributions des adhérents aux spécifications du projet. Ces dernières ont été valorisées en fonction du temps consacré par chacun à l'opération. (Cf note de l'annexe "Informations sur les subventions").

Elles n'ont fait l'objet d'aucune ventilation par composants compte tenu du caractère non significatif de ceux-ci par rapport à la valeur totale des immobilisations concernées.

Les immobilisations incorporelles sont amorties de façon linéaire sur une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2009, premier jour du mois de la date de leur mise en service.



Le matériel informatique est amorti de façon linéaire sur une durée de 2 ou 3 ans à compter de sa mise en service.

Le mobilier de bureau est amorti sur une durée linéaire de 8 ans.

Une dépréciation est calculée lorsque la valeur actuelle d'un actif est devenue inférieure à la valeur nette comptable. Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition. Aucune dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2009.

Stocks

Au 31 décembre 2009, l'association ne possède aucun stock.

Créances

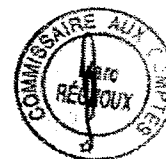
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Au 31 décembre 2009, aucune créance n'a donné lieu à provision.

Changements de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.



Informations Comptables

Informations sur les subventions

Pour comprendre l'utilisation des subventions perçues depuis la création de notre structure, aussi bien de fonctionnement que d'investissement, nous vous présentons le tableau de synthèse joint, après avoir rappelé les points suivants :

1) Subventions de fonctionnement

Subvention FIQCS

Comme mentionné dans les faits caractéristiques de l'exercice, notre structure a bénéficié sur l'exercice 2009, d'une convention de financement de fonctionnement au titre du fonds d'intervention de la qualité et de la coordination des soins (FIQCS). Cette décision signée le 16 janvier 2009 par le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Auvergne et le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie d'Auvergne fixe le montant maximum de la subvention à 118.139 €. Par un avenant à cette convention, le montant maximum de la subvention est porté à 221.253 €.

Il est à noter, compte tenu des directives du financeur qu'il a été constaté au 31 décembre 2009, un fonds dédié de 4.955,29 €, par le biais du compte de charges 689400 "Engagements à réaliser sur ressources affectées" et par le biais du compte de bilan 194000 "Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement", correspondant à l'excédent de subvention accordée par rapport aux dépenses de fonctionnement engagées et financées dans le cadre de cette convention de financement. (cf tableau de synthèse joint).

2) Subventions d'investissement

Le coût prévisionnel global du projet SIMPA-RSPA est estimé à 2.277.679 Euros.

Subvention du Conseil Régional d'Auvergne

Sur l'exercice 2007, le Conseil Régional d'Auvergne s'est engagé par convention à subventionner le projet à hauteur de 150.000 Euros.

Subvention relative à la convention de délégation du choix d'un prestataire CHU-SIMPA

Par une convention de délégation de choix d'un prestataire, notre structure a bénéficié indirectement par l'intermédiaire de l'un de ses adhérents, le CHU, dans le cadre du financement Hôpital 2007, d'une subvention d'investissement à hauteur de 149.679 Euros.

Subvention relative à la contribution des adhérents au projet

Les contributions des membres de notre structure valorisées à 150.000 Euros et faisant partie intégrante du plan de financement du projet global, sont assimilées comptablement à une subvention d'investissement pour respecter l'équilibre financier de l'opération.

3) Subventions mixtes (investissement et fonctionnement)

Subvention GIP-DMP

La convention signée le 27 juillet 2007 relative à la participation financière du GIP-DMP au projet, engage le GIP-DMP à subventionner le projet (investissement et fonctionnement) à hauteur maximale de 550.000 Euros, soit 24,15 % du coût total.



Comme mentionné dans les faits caractéristiques de l'exercice, par la signature, en date du 30 mars 2009, d'un avenant à cette convention, il est accordé un complément de financement d'un montant maximum de 91.315 €.

Le montant total perçu depuis la signature de la convention initiale, s'élève à 558.920,50 €.

Comme mentionné dans le tableau de synthèse joint, depuis la création de notre association, compte tenu de l'état actuel de la réalisation du projet, 288.969,37 € ont été affectés aux investissements (24,13 % des investissements financables) et 77.732,07 € aux dépenses de fonctionnement (24,15 % des dépenses réalisées).

De ce fait, au 31 décembre 2009, il est constaté au compte 441900 "GIPDMP / Avance Subv" la part de la subvention perçue et non utilisée à la clôture de l'exercice 2009, soit 192.219,06 €.

Subvention FEDER

Comme mentionné l'année passée dans les événements significatifs postérieurs à compter de la clôture, notre association bénéficie en 2009 d'une subvention FEDER reprenant dans les dépenses éligibles des charges de fonctionnement clairement identifiées sur les années 2007 et 2008. Le montant perçu à ce titre s'est élevé à 26.792,85 € représentant 27,10 % des dépenses concernées (soit 98.534,49 €). Cette subvention avait fait l'objet d'une constatation d'une subvention à recevoir au 31 décembre 2008.

De même, sur l'exercice 2009, notre association a bénéficié de la part du FEDER, d'une subvention d'investissement à hauteur de 113.547,52 € correspondant à 27,10 % du total des investissements financables à ce titre (soit 418.994,55 €).

Les investissements entrant dans le cadre des investissements ouvrant droit à subventions, donnant lieu au titre de l'exercice 2009 à une dotation aux amortissements à hauteur de 148.700,72 €, une reprise de subventions d'investissements à hauteur de 134.825,76 € a été constatée.

Informations sur les engagements hors bilan

Engagements reçus

Par la convention signée le 27 juillet 2007, le GIP-DMP s'est engagé à apporter à notre projet une aide financière maximale de 550.000 Euros, soit 24,15 % des dépenses totales.

Compte tenu de l'acompte perçu à la clôture de l'exercice, l'engagement maximal existant à la clôture de l'exercice au titre de cette convention s'élève à 55.000 Euros.

Par l'avenant à cette convention en date du 30 mars 2009, le GIP-DMP s'est engagé à apporter à notre projet une aide financière complémentaire maximale de 91.315 €.

Compte tenu de l'acompte perçu sur l'exercice, l'engagement maximal existant à la clôture de l'exercice au titre de cette avenant s'élève à 27.394,50 Euros.

Engagements donnés

Par la convention de partenariat signée le 12 juillet 2007, notre association s'est engagée à allouer en fonds propres le GIE RSPA pour un montant compris dans une fourchette de 275.000 à 282.500 Euros.

Au 31 décembre 2009, compte tenu des versements antérieurs réalisés au profit du RSPA à hauteur de 183.000 Euros, l'engagement maximal existant à la clôture de l'exercice à ce titre s'élève à 99.500 Euros.



IMMOBILISATIONS

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Total I			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 113		2 037
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total III	9 113		2 037
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	183 000		
Total IV	183 000		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	919 438		2 037

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par vicement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			727 326	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier			11 150	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III			11 150	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			183 000	
Total IV			183 000	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			921 476	



AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Total I				
Total II		145 465		145 465
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		3 235		3 235
Emballages récupérables et divers				
Total III		3 235		3 235
TOTAL GENERAL (I + II + III)		148 700		148 700

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établissm. Total I							
Aut. immo. incorp. Total II							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. util. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
Total III							
Frais acqu. titres part. Total IV							
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
	Montant net début d'ex.	Augmen-tations	Dotations ex. aux exercices	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
		183 000	183 000	
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
		103 114	103 114	
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers				
		18	18	
Charges constatées d'avance				
		2 466	2 466	
Total		288 598	288 598	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
		66 167	66 167		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		192 219	192 219		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
		17 664	17 664		
Groupe et associés (2)					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		276 049	276 049		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés



PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		
441200 CPAM SUBV A RECEVOIR	103 114	
441700 FEDER SUBV A RECEVOIR		27 842
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total		

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 578	32 755
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 664	86 712
Autres dettes :		
Total	74 241	119 466



DETAIL DES CHARGES A PAYER

		31/12/2009	31/12/2008
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
408100	FOURNISSEURS FACTS A REC.	56 578	32 755
Total		56 578	32 755
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
408400	FOURN IMMOB FACT NON PARV	17 664	86 712
Total		17 664	86 712
TOTAL GENERAL		74 241	119 466

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance		31/12/2009	31/12/2008
Produits d'exploitation			
Produits financiers			
Produits exceptionnels			
Total			

Charges constatées d'avance		31/12/2009	31/12/2008
Charges d'exploitation		2 466	239
Charges financières			
Charges exceptionnelles			
Total		2 466	239

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

		31/12/2009	31/12/2008
486000	CHGES CONSTATEES D'AVANCE	2 466	239
TOTAL GENERAL		2 466	239



DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

		31/12/2009	31/12/2008
Sur opérations en capital			
777000	SUBV.INVEST.VIREES RESULT	134 826	
	Total	134 826	
	TOTAL GENERAL	134 826	



TABLEAU RECAPITULATIF DE L'UTILISATION DES SUBVENTIONS AU 31 DECEMBRE 2009

DEPENSES	MONTANT	SUBVENTIONS AFFECTEES					FIQCS
		FEDER	Délégation Prestataire	Contribution Membres	Région	DMP	
IMMOBILISATIONS							
Licence EASYCRYPT	80 371,20	20 691,57			27 602,57	19 409,64	
Licence ANTARES	116 909,00	30 098,22			40 151,06	28 233,52	
Portail PPP	230 366,34	60 315,56			79 116,68	55 633,47	
Délégation de prestataire	149 679,00		149 679,00				
Contribution des membres	150 000,00			150 000,00			
Matériels informatiques (3 ans)	9 112,80	2 296,33			3 129,69	2 200,74	
Matériels informatiques (2 ans)	538,20	145,85				129,98	
Mobilier	1 499,03					362,02	
RSPA	183 000,00					183 000,00	
TOTAL ACQUISITION IMMOBILISATIONS	921 475,67	113 547,52	149 679,00	150 000,00	150 000,00	288 969,37	
FONCTIONNEMENT							
Total dépensés 2007 à 2009	321 871,93	26 702,85				77 732,07	216 297,71
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	321 871,93	26 702,85				77 732,07	216 297,71
TOTAL SUBVENTION / FINANCEUR		140 250,37	149 679,00	150 000,00	150 000,00	366 701,44	216 297,71
SUBVENTIONS PERCUES / FINANCEUR		140 250,37	149 679,00	150 000,00	150 000,00	568 920,50	221 253,00
SUBV PERCUES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00	192 219,06	4 955,29

